



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 3 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



SAVIPLAST 52

Zone industrielle Les Moullières

B.P. n°6

52600 Chalindrey

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 décembre 2022 dans l'établissement SAVIPLAST 52 implanté Zone industrielle Les Moullières B.P. n°6 52600 Chalindrey. L'inspection a été annoncée le 14 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVIPLAST 52
- Zone industrielle Les Moullières B.P. n°6 52600 Chalindrey
- Code AIOT : 0005701300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SAVIPLAST 52 (ex DECOMEP) de Chalindrey assure l'application de peinture sur des accessoires de construction automobile (coques de rétroviseurs, barres de toits, éléments de taille réduite...). Cette activité se répartit sur une chaîne d'application principale (L1) et, en moindre mesure, sur une chaîne d'appoint (L2). Les produits appliqués sont imposés par les clients de l'entreprise et sont principalement constitués de peintures solvantées. Le site n'applique pas de peinture à base aqueuse. Après une phase de difficultés financières de la société DECOMEP l'ayant placée en redressement judiciaire en 2013-2014, la société a été reprise par la société SAVIPLAST. Le site a subi, en 2022, le ralentissement de la production automobile. Son directeur actuel est en poste depuis septembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en conformité – respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2	/	Consignation	
3	Rejets issus du décapage thermique et du local de préparation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
4	Rejets diffus	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
6	COV spécifiques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mise en conformité des hauteurs de cheminées de rejet	AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2	/	Sans objet
5	PGS	Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les émissions de solvants constituent toujours l'enjeu prioritaire du site. Celles-ci ont fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires avant une première mise en demeure le 11 février 2021, portant sur le respect des valeurs limite d'émission et la hauteur des cheminées d'émission.

L'inspection du 8 décembre 2022 a permis de vérifier le retour à la conformité des hauteurs de cheminées, mais également la persistance de non-conformité aux valeurs limites d'émission (VLE). Le nouveau directeur du site associe cette non-conformité à un sous-dimensionnement des équipements de traitement des rejets de la ligne L1, nécessitant des changements très fréquents du charbon actif sans garantir un respect constant des VLE. Il a annoncé être en cours de dimensionnement d'un changement complet de cette installation, prévu pour l'été 2023.

Il a par ailleurs été constaté une part encore importante des rejets diffus sur le site, ainsi que des rejets non conformes issus du local de préparation des peintures, dont les rejets sont canalisés mais non traités. Les travaux prévus sur la ligne L1 pourraient comprendre une amélioration des capacités de captation de la chaîne L1, ainsi qu'un raccordement du rejet du local de préparation au nouveau système de traitement afin de répondre à ces non-conformités.

Enfin, il a été identifié parmi les produits échantillonnés sur site au moins une peinture contenant deux substances dont l'usage est interdit sur site, et dont il conviendra de cesser l'usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en conformité – respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SAVIPLAST 52 est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite ZI Les Moulières à CHALINDREY, sous un délai de douze mois : de respecter les valeurs limites de rejets de COV fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut respecter l'émission annuelle cible fixée par le Plan de Gestion des Solvants de l'établissement ; [...]
Constats : Les rejets du site ont fait l'objet d'un contrôle inopiné diligenté par la DREAL Grand Est le 15/11/22. Le rapport partiel de ce dernier contrôle, qui n'a pu porter que sur les rejets de la ligne 1 le jour du contrôle (ligne 2 hors activité), a montré : - sur les conduits 2-3 de la ligne 1, un dépassement de la VLE en COVnm (170 mgC/Nm3 contre une VLE à 75) ; - des rejets conformes en COVnm sur les rejets 4-5. L'exploitant a indiqué que l'équipement de rejet de la ligne 1 ne fonctionnait pas à son niveau d'efficacité habituel lors du contrôle suite à un retard ponctuel de livraison de charbon actif imputé à son prestataire. Les bons de livraison fournis montrent en effet une livraison le 01/12/22, le charbon actif présent lors du contrôle du 25/11 étant en place depuis le 13/10. Toutefois, des écarts similaires sont relevés entre d'autres livraisons de charbon actifs en 2022 (notamment entre les livraisons du 15/03 et du 10/05). Ces résultats peuvent donc être représentatifs d'un mode de fonctionnement dégradé des installations, mais ce mode dégradé a pu se reproduire à plusieurs reprises en 2022. L'exploitant s'est engagé à anticiper la réalisation de ses contrôles d'autosurveillance à janvier 2023, afin de fournir des résultats plus représentatifs de son mode de fonctionnement normal. En tout état de cause, la conformité aux VLE n'est pas démontrée. Par ailleurs, le PGS établi pour 2021 montre que l'émission annuelle cible, fixée à 23 tonnes de COV, n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Mise en conformité des hauteurs de cheminées de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/02/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SAVIPLAST 52 est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite ZI Les Moulières à CHALINDREY, sous un délai de douze mois : [...] de respecter les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2017 susvisé, concernant la hauteur des cheminées des points de rejet de l'établissement.
Constats : La rehausse des cheminées a été constatée sur place. Cette mise en demeure est donc considérée comme levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets issus du décapage thermique et du local de préparation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Valeurs limites en concentration dans les rejets atmosphériques : Conduit n°1 (local préparation) : - COV : 110 mg/Nm³ Conduit n°10 (four) : - Poussières : 100 mg/Nm³ - COV : 20 mg/Nm³</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Pour les émissions de composés organiques volatils : [...] Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>Constats : Le conduit n°1 capte les COV émis par les produits bruts (peintures, apprêts, diluants...) lors de leur ouverture et de leur mélange, mais n'est associé à aucun traitement avant rejet. Les résultats d'autosurveillance issus du rapport du 15/03/2022 montrent des dépassements en concentration de la moyenne des trois prélèvements effectués (132 mg/m³) et l'un des prélèvements dépasse 1,5*VLE (240 mg/m³ contre 165 mg/m³).</p> <p>Les rejets du conduit n°10 sont conformes d'après le même rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Rejets diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses de Composés Organiques Volatils ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : D'après le PGS établi pour 2021, les rejets diffus de COVnm sont estimés à 30,1 tonnes, pour une quantité de solvants utilisée de 90,8 tonnes. Le taux d'émission diffuses est donc de 33 %. Il est à préciser que certains flux sortants ont pu être mal comptabilisés en 2021, ayant pour effet de surestimer la part de rejet diffus du site. Le PGS 2021 précise par exemple "La quantité O6 de solvant dans les déchets est quasi nulle pour cette année de référence car nous n'avons envoyé qu'un seul retraitement le reste sera comptabilisé sur la période 2022", ce qui démontre une mauvaise comptabilisation de ce flux. L'exploitant s'est engagé à fournir rapidement son PGS au titre de 2022, en portant attention à ces points, et en veillant à ne pas sous-estimer la part de diffus 2022 en comptabilisant pour l'année 2022 les déchets générés en 2021. Si la non-conformité à ce point est confirmée sur la base d'un PGS consolidé au titre de 2022, l'exploitant a déclaré par ailleurs prévoir des travaux lourds de remise en conformité des installations de traitement des rejets atmosphériques de la ligne 1. Ces travaux pourront être réalisés en août 2023, lors d'un arrêt annuel du site. Ils devront alors porter également sur la réduction du taux de diffus de cette ligne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants détaillé mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.</p> <p>Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation</p> <p>Constats : Le PGS au titre de l'année 2021 a bien été transmis dans le cadre de la déclaration GEREP en mars 2022. Comme relevé au constat précédent, il est émis des doutes sur la fiabilité de ce PGS, et notamment sur l'estimation de certains flux sortants.</p> <p>Il est par ailleurs relevé que celui-ci n'a visiblement pas été actualisé pour tenir compte des évolutions du process, l'utilisation d'eau de nettoyage dans les cabines de peinture n'ayant plus cours depuis plusieurs années.</p> <p>Le commentaire « Nous avons estimé que le temps de séjour des eaux de cabines dans les fosses était suffisamment long pour que les solvants contenus dans ces rejets liquides soient éliminés dans l'atmosphère.</p> <p>Par conséquent, nous considérons que les émissions dans les eaux O2 sont nulles. » contenu dans le PGS 2021 est donc obsolète et justifie de prêter attention à l'actualisation de ce document au titre de 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : COV spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2017, article 2.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les Composés Organiques Volatils spécifiques sont des substances qui sont soit visées par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, soit des substances auxquelles sont liées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié.</p> <p>Dans le cas présent, la société n'est pas autorisée à consommer ou à émettre de Composés Organiques Volatils spécifiques dans le cadre de ses activités sur son site de Chalindrey.</p> <p>Constats : Le rapport partiel de contrôle inopiné diligenté par la DREAL Grand Est le 15/11/22, a recherché la présence d'acrylonitrile et de 1,3 butadiène sur les rejets 2-3 et 4-5. Ces deux COV sont visés par les annexes IV c et d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en raison de leur caractère CMR, et donc soumis à une interdiction de consommation et d'émission sur le site.</p> <p>Le rapport montre que ces deux composés n'ont pas pu être quantifiés dans les rejets du site.</p> <p>Toutefois, 5 FDS de produits présentant un pictogramme de danger indiquant des risques pour la santé ont été échantillonnées lors de l'inspection. L'une de ces FDS, correspondant au produit « GSDS-00011 CENTARI 6000 LEADCHROM FREE » montre la présence de formaldéhyde (visé par l'annexe III de l'arrêté du 02/02/98 et par une mention de danger H350, et de méthacrylate de 2-éthylhexyle, les méthacrylates étant eux aussi visés par l'annexe III.</p> <p>Outre la présence d'un contenant de ce produit dans les stockages du site, ce produit est référencé dans le PGS 2021 du site, pour une utilisation à hauteur de 48,4 kg.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois